

associations * informations * actions

LA CONSULTATION NATIONALE DES ASSOCIATIONS

C'est avec un grand intérêt que les associations, qui avaient apprécié avec le gouvernement précédent les réunions régulières d'information et de discussion avec le Ministre de l'Environnement auxquelles venaient, de temps en temps, assister d'autres ministres concernés par les sujets traités, sont venues à la première réunion organisée par le Ministre de l'Environnement du nouveau gouvernement.

Les associations ne sont pas sans craintes de voir le poids du Ministre de l'Environnement réduit par le fait que le « grand ministère » du gouvernement précédent a été à nouveau dissocié et que le Ministre de l'environnement n'est pas le super-ministre qu'il semblerait logique de mettre à cette fonction qui, si l'on veut vraiment mener une politique de l'environnement, interfère avec la plupart des autres secteurs ministériels. M. CREPEAU s'est attaché à rassurer les associations. Il leur a annoncé des crédits en faveur de la création d'emplois dans les associations et une augmentation de 50 % des subventions. En outre, des crédits spécifiques seraient attribués aux actions de formation, les crédits pour les auditions publiques seraient multipliés par 5, les crédits pour les expertises régionales et les collectes de données de l'environnement augmentées de 50 %. Le Ministre a annoncé aussi un renforcement des moyens des DRAE et un programme interministériel d'initiation et d'éducation à l'environnement. Ces indications, étant donné la modicité globale des crédits de l'environnement en France et les difficultés économiques certaines auxquelles le gouvernement devra faire face dans les années à venir, ne suffisent pas à rassurer complètement tous ceux qui considèrent que l'environnement doit être au premier plan des préoccupations et craignent que les impératifs de production, d'emploi, de rentabilité, d'économies, d'efficacité — pourtant compatibles avec une bonne gestion de l'environnement — ne priment et que le début d'évolution qui avait été constaté dans les mentalités des responsables de la construction, des travaux publics et de l'équipement depuis quelques années ne se poursuive pas : le Ministère de l'Environnement redeviendrait « l'empêchement de tourner en rond », sans poids véritable qu'il a été à certains moments depuis sa création, alors qu'il semblait pouvoir enfin devenir le ministère du « possible ».

Les groupes de travail constitués lors de cette réunion nationale ont abordé différents thèmes : celui des « ACTIONS CONTRACTUELLES » s'est penché sur le délicat problème du financement des associations et aussi sur celui de la représentativité. Des déductions fiscales et notamment la possibilité pour les contribuables de verser une fraction de leurs impôts à l'association de leur choix ont été demandées par plusieurs associations.

La création d'une Chambre de l'Environnement a été suggérée. Des mises à disposition sont demandées par les associations d'éducation. L'exemple du National Trust anglais a été une fois de plus mis en avant par les associations de protection du patrimoine bâti. D'autre part, le droit d'absence payé a été demandé pour les représentants d'associations. Enfin, les obstacles créés par les limites administratives pour la reconnaissance d'associations correspondant à des entités géographiques ont été dénoncés.

Le Ministre a exposé, en réponse à diverses questions, qu'il souhaitait voir se développer le système du contrat dans le financement des associations par la puissance publique, estimant que la contestation, même si elle est « philosophiquement tentante » n'était pas la seule voie pour les relations associations-administration et que la concertation était souhaitable, mais pas applicable partout : elle demande, en tout état de cause, une reconnaissance de légitimité qui, pour les associations, ne peut être fondée que sur le sérieux de l'action et leur audience. Il a donc appelé les associations à se fédérer.

Le deuxième groupe de travail, sur les ASSOCIATIONS DE L'ENVIRONNEMENT, a discuté du prochain projet de loi relatif aux associations. Le Ministre a exposé qu'il faut distinguer différentes catégories d'associations en ce qui concerne la représentativité : celles pour lesquelles l'adhésion est obligatoire pour l'exercice de telle ou telle activité (chasse, pêche) et celles où elle est facultative et volontaire. Les associations ont discuté la pertinence des procédures d'agrément discrétionnaire : un système paritaire est souhaité. Les associations déplorent que la loi sur la protection de la nature soit mal appliquée, réclament le soutien juridique du ministère et expriment des craintes que la décentralisation et la nouvelle formule ministérielle ne diminuent les moyens du Ministère de l'Environnement.

Le 3^e groupe de travail avait pour thème LA DECENTRALISATION. Les participants ont notamment proposé la constitution à l'échelon régional d'un pool de spécialistes consultants pour les associations.

Les associations souhaitent que reste du domaine de l'Etat la responsabilité concernant les protections d'intérêt national, les forêts soumises, les sites classés, les réserves naturelles, les parcs nationaux, les grands aménagements hydrauliques, les directives nationales d'aménagement, les espèces migratrices, la protection des espèces en voie de disparition, les zones d'intérêt national. Elles proposent d'autre part, que ces schémas régionaux de protection soient lancés dans chaque région, que les citoyens soient informés des projets ayant une répercussion sur l'environnement et que des recours suspensifs soient prévus. Le Ministre pense que le renforcement de pouvoir des DRAE va de pair avec la décentralisation et que l'administration doit être renforcée pour veiller à l'application des lois.

Les associations représentées au groupe « INITIATION ET FORMATION », se sont interrogées sur les possibilités d'une intégration à part entière dans le cursus scolaire de l'éducation relative à l'environnement. Améliorer les relations entre associations et écoles, faire entrer les associations dans le circuit de la formation professionnelle, sont les buts fixés.

Dans le groupe « INFORMATION, CONSULTATION », on a déploré les difficultés éprouvées par les associations à s'informer auprès d'administrations très hermétiques ainsi qu'à participer efficacement, faute de dossiers préalables aux commissions, et à intervenir efficacement dans les procédures administratives. Elles souhaitent qu'une volonté parvienne à pallier ces inconvénients.

Dans son discours de clôture, M. Michel CREPEAU a annoncé un certain nombre d'améliorations répondant aux désirs exprimés, tant sur le point des relations entre associations et administration que sur le point des relations entre associations et administration que sur le point du financement. Il estime que les craintes exprimées sur les possibilités de financement. Il estime que les craintes exprimées sur les possibilités du Ministère de l'Environnement actuel étaient exagérées. Il a émis l'idée que la vitalité associative allait de pair avec la vitalité communale dans le processus de décentralisation. Il a annoncé enfin l'élaboration d'une charte de l'environnement au printemps 1982.

Mais, a annoncé philosophiquement le Ministre : « il n'y aura jamais coïncidence absolue entre vos aspirations et mes décisions... mais un pouvoir de gauche doit maintenir vivante et forte la tension entre le souhaitable (qui revêt d'ailleurs des formes multiples et quelquefois opposées) et le possible, entre les convictions et les décisions. La philosophie nous apprend la nécessité d'une pression constante des morales de conviction sur les morales de la responsabilité ».

VIE ASSOCIATIVE ET RECHERCHE

Devant le développement de la vie associative en France, un certain nombre de chercheurs de toutes disciplines (sociologues, historiens, juristes, économistes, ethnologues, politologues etc...) se sont réunis pour créer la SOCIÉTÉ FRANÇAISE DES CHERCHEURS SUR LES ASSOCIATIONS. Buts : confronter les objectifs, les méthodes et les résultats des travaux scientifiques dans ce domaine, favoriser leur diffusion en France et à l'étranger. Moyens prévus : un répertoire de chercheurs, un fichier bibliographique, un repérage des lieux de recherche et de documentation, une lettre d'information, des colloques... SOCIÉTÉ FRANÇAISE DES CHERCHEURS SUR LES ASSOCIATIONS (S.F.C.A.) — 29, rue Bonaparte — 75006 PARIS.

L'AMÉNAGEMENT DES TERRITOIRES DE CHASSE AU PETIT GIBIER

Aménager un territoire de chasse, c'est avant tout préserver ou recréer des conditions de vie favorisant le maintien et le développement du gibier c'est-à-dire : maintenir ou améliorer son habitat, limiter les pertes qu'il subit, le nourrir en période de disette. Cette brochure, distribuée au niveau local, sera utile à chaque responsable d'un terrain de chasse et à chaque propriétaire soucieux de l'avenir de la faune.

Comité National d'Information Chasse-Nature — 71 avenue des Ternes 75017 PARIS

LES C.A.U.E. INQUIETS POUR L'AVENIR

La Fédération Nationale des C.A.U.E. s'inquiète des problèmes de financement et signale qu'au cours d'une entrevue en juin 1980 le Ministre avait promis une subvention de 150 000 F pour chaque département en 1981, celle-ci devant être « très fortement modulée », certains départements ne recevront aucune subvention tandis qu'elle sera inférieure à 150 000 F pour d'autres. La Fédération demande que l'Etat ne se désengage pas, qu'une subvention soit destinée à assurer les missions d'intérêt public et que la ligne budgétaire soit augmentée pour permettre une véritable péréquation. Fédération Nationale des C.A.U.E. — C.A.U.E. de la Savoie — 1, place Métropole — 73000 CHAMBERY.

RENCONTRES DE BESSEGES

Organisées à Bessèges (Gard) les 6, 7 et 8 Novembre 1981, ces rencontres sont placées sous le signe des énergies nouvelles. Bessèges veut en effet, devenir la ville des énergies nouvelles en favorisant l'installation d'un organisme spécialisé le Centre d'Etude et de Vulgarisation des Energies Nouvelles (C.E.V.E.N.) qui aura pour mission de réaliser un programme de développement, prévu en trois étapes : mise en place dans le canton de Bessèges de réalisations expérimentales ; création d'un centre de formation ; ouverture à Bessèges d'une Maison des Energies Nouvelles.

Mairie de Bessèges — 30160 BESSEGES